N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
MAR 17 1995
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 17 mars 1995

APERÇU

- **Le marché du travail demeure stable en février**

  La situation du marché du travail a très peu changé depuis les trois derniers mois.

- **Hausse inégalée des salaires et traitements en trois ans**

  En 1994, les salaires et traitements ont connu leur plus forte croissance en trois ans.

- **La croissance de l'investissement étranger à son plus bas en six ans**

  La croissance de l'investissement étranger net au Canada en 1994 était à son plus bas depuis 1988, mais demeurait deux fois plus élevée que l'investissement canadien à l'étranger.

- **Chute des ventes de véhicules automobiles**

  Les ventes de véhicules automobiles neufs ont nettement diminué en janvier, après avoir fortement augmenté en décembre.

- **L'offre d'emploi est toujours constante**

  Le nombre d'annonces d'offre d'emploi publiées dans les journaux n'a pas changé en février, comme c'est le cas depuis quatre mois.

- **La croissance économique a repris presque partout au Canada en 1993**

  La majorité des provinces ont vu leur économie prendre de l'expansion en 1993. C'est en Alberta que la croissance était la plus forte.

Le marché du travail demeure stable en février

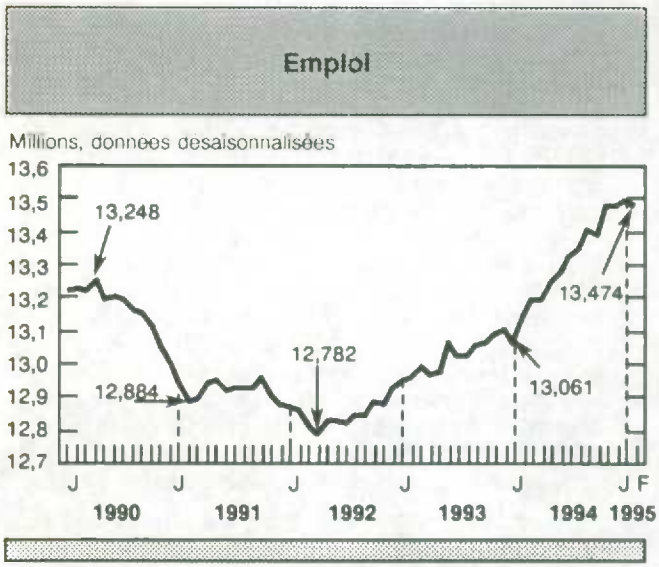
La situation du marché du travail a très peu changé en février, et ce depuis les trois derniers mois. Une baisse de l'emploi dans le secteur des services est venue atténuer une hausse importante dans l'industrie manufacturière. De plus, la diminution de la population active a entraîné une légère baisse du taux de chômage équivalant à un dixième de point, ce qui l'amène à 9,6 %.

Après s'être beaucoup accru en 1994, l'emploi a peu varié au cours des trois derniers mois. L'emploi chez les adultes est demeuré stable tandis que chez les jeunes, il continuait de fluctuer. La baisse survenue en février chez ce dernier groupe touchait surtout les jeunes femmes.

L'emploi s'est accru d'environ 53 000 dans le secteur manufacturier (2,6 %). Il s'était aussi accru pendant les deux mois précédents, mais très peu. Depuis le début de l'année 1994, l'emploi dans l'industrie manufacturière a augmenté de 241 000 (13,1 %). Ce chiffre représente 58 % de la croissance totale de l'emploi.

Les pertes d'emplois dans le secteur des services touchaient principalement le commerce (-21 000) et l'administration publique (-18 000). L'emploi dans le commerce a fluctué passablement sans qu'on ait pu y dégager une tendance quelconque depuis plus d'un an.

(suite à la page 2)



... Le marché du travail demeure stable en février

Il y avait 33 000 personnes de moins dans la population active en février, ce qui annule la croissance observée en janvier. De ce nombre, 25 000 étaient des jeunes (15 à 24 ans). Leur taux de participation est donc descendu de presque dix points sous le sommet de janvier 1989 pour s'établir à 62,0 %. Chez les adultes, le nombre d'hommes qui composent la population active a diminué de 24 000. Le nombre de femmes s'est toutefois accru de 16 000.

En Colombie-Britannique, l'emploi a fléchi de 16 000 en février pour revenir au niveau de novembre dernier. Il y a eu peu de variation de l'emploi dans la province au cours de l'année écoulée. Au Québec, la hausse de l'emploi chez les femmes et la baisse du nombre d'hommes dans la population active ont fait chuter le taux de chômage de 0,5 point pour l'amener à 11,5 %. L'emploi au Québec est de 28 000 au-dessus du niveau d'avant la récession. L'emploi dans les autres provinces n'a pratiquement pas changé en février.

Pour plus de renseignements, commandez Information population active *(numéro 71-001P au catalogue) ou communiquez avec la Division des enquêtes des ménages au (613) 951-4720. (Voir aussi «Les tendances actuelles» à la page 9.)*

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Enquête sur la population active, février 1995
Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation en %, mois précédent	Milliers	Variation en %, mois précédent	Milliers	Taux (%)
Canada	**14 910**	**-0,2**	**13 474**	**-0,1**	**1 436**	**9,6**
Terre-Neuve	247	-0,4	200	0,0	47	19,0
Île-du-Prince-Édouard	68	0,0	57	0,0	10	15,2
Nouvelle-Écosse	432	-1,1	379	-0,5	53	12,3
Nouveau-Brunswick	357	-0,6	311	-0,3	46	12,9
Québec	3 629	-0,1	3 212	0,4	417	11,5
Ontario	5 742	0,0	5 238	-0,2	504	8,8
Manitoba	563	0,4	519	0,2	44	7,8
Saskatchewan	496	0,4	464	-0,2	32	6,5
Alberta	1 483	0,1	1 370	0,1	113	7,6
Colombie-Britannique	1 908	-0,7	1 736	-0,9	172	9,0

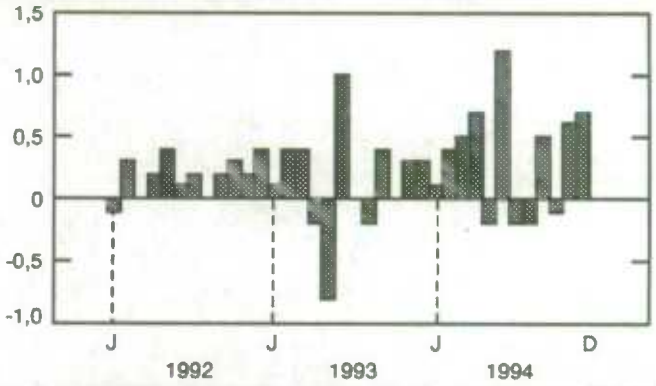
Hausse inégalée des salaires et traitements en trois ans

Le revenu du travail s'est accru de 0,7 % en décembre, faisant monter à 0,9 % son taux de croissance au quatrième trimestre. Les entreprises ont employé davantage de travailleurs à temps plein tout au long de l'année et ont versé une rémunération hebdomadaire moyenne plus élevée qu'en 1993. Les salaires et traitements se sont donc accrus de 2,9 % par rapport à 1993, pour atteindre 358 milliards de dollars. Bien que modeste par rapport au sommet de 8,1 % atteint en 1989, la croissance des salaires et traitements observée en 1994 a connu son taux le plus élevé en trois ans. Entre-temps, le revenu supplémentaire du travail s'est accru de 5,0 %, continuant à ralentir comme il le fait depuis 1991, alors qu'il avait atteint un sommet de 11,8 %.

Les fabricants ont augmenté leur production de 6,7 % en 1994, si bien que les salaires et traitements, en hausse de 5,0 %, sont montés à 63,9 milliards de dollars. Soutenus par la demande constante de leurs produits aux États-Unis et au Canada, les fabricants ont non seulement augmenté leurs effectifs (35 000), mais ils ont également consigné plus d'heures supplémentaires que toute autre industrie.

Salaires et traitements

Variation en %, mois précédent, données désaisonnalisées



(suite à la page 3)

... Hausse inégalée des salaires et traitements en trois ans

Les salaires et traitements ont progressé de 6,6 % dans les sociétés minières, après n'avoir à peu près pas augmenté en cinq ans. L'augmentation de la demande de pétrole et de gaz naturel au cours de la première moitié de l'année a permis aux entreprises d'embaucher davantage de travailleurs.

De même, les salaires et traitements versés par les entreprises de construction ont augmenté de 4,6 %, après avoir diminué substantiellement au cours des trois années précédentes. La construction résidentielle a soutenu la tendance à la hausse au cours de la première moitié de l'année, la construction non résidentielle ayant pris la relève au cours de la deuxième moitié.

Dans le secteur des services, ce sont les salaires et traitements consentis par les services commerciaux qui ont augmenté le plus fortement (de 6,8 %, pour passer à 46,4 milliards de dollars) puisque les sociétés fournissant des services aux entreprises et d'autres services personnels ont élargi leurs effectifs. Une augmentation s'est aussi produite dans le commerce, les entreprises ayant versé 3,5 % de plus en salaires et traitements qu'en 1993. Ces augmentations ont été contrebalancées par des reculs dans la finance, les assurances et l'immobilier. Pour la première fois en cinq ans, la croissance des salaires et traitements enregistrée dans le secteur des services a été inférieure à celle observée dans le secteur des biens.

Dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux, les salaires et traitements n'ont pas changé en 1994. Ils ont toutefois diminué dans l'administration publique. Cette faiblesse est attribuable aux compressions budgétaires qui ont été réalisées dans le but de réduire les dépenses gouvernementales et qui se sont traduites par des congés non rémunérés, des incitatifs à la retraite anticipée et des gels des salaires.

Parmi les provinces et les territoires, la Colombie-Britannique a enregistré la plus forte croissance des salaires et traitements (5,8 %) cette année et, du même coup, une troisième hausse annuelle consécutive supérieure à 5,0 %. En Ontario et au Québec, les salaires et traitements ont augmenté lentement, soit de 2,6 % et de 2,0 % respectivement.

Pour plus de renseignements, commandez Estimations du revenu du travail *(numéro 72-005 au catalogue) ou communiquez avec la Division du travail au (613) 951-4090.*

Note aux utilisateurs

Le revenu du travail se compose des salaires et des traitements (88 %) et du revenu supplémentaire du travail (12 %). Les salaires et traitements incluent des revenus tels que les primes, les pourboires, les allocations imposables et les versements rétroactifs de salaire. Le revenu supplémentaire du travail comprend les cotisations versées par l'employé en regard des régimes d'aide sociale, de retraite, d'indemnisation des accidentés du travail et d'assurance-chômage. Le revenu du travail représente 57 % du Produit intérieur brut.

Salaires et traitements, décembre 1994
Données désaisonnalisées

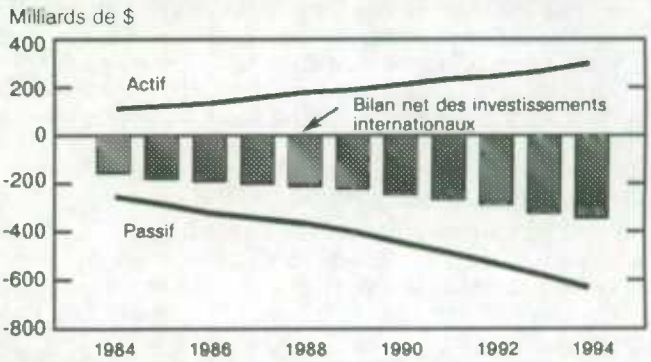
Province/territoire	Salaires et traitements (millions de $)	Variation en %, mois précédent	Variation en %, année précédente
Canada	**30 444**	**0,7**	**4,0**
Terre-Neuve	395	0,4	1,6
Île-du-Prince-Édouard	94	2,1	-1,1
Nouvelle-Écosse	753	0,2	3,5
Nouveau-Brunswick	593	0,3	0,4
Québec	6 782	0,4	2,5
Ontario	12 690	0,6	4,6
Manitoba	1 007	0,2	5,0
Saskatchewan	773	0,0	2,7
Alberta	2 876	0,4	4,5
Colombie-Britannique	4 154	1,5	4,4
Yukon et Territoires du Nord-Ouest/Extérieur	184	1,2	5,7

La croissance de l'investissement étranger à son plus bas en six ans

La croissance de l'investissement étranger net au Canada en 1994 est à son plus bas depuis 1988. Cet investissement reste quand même deux fois plus élevé que l'investissement canadien à l'étranger à la fin de l'année.

Les investisseurs étrangers détiennent 342 milliards de dollars de plus en actif canadien que ce que les Canadiens détiennent en actif étranger. Ce chiffre net, souvent appelé bilan net des investissements internationaux du Canada, montre dans quelle mesure l'épargne étrangère a financé la consommation et l'investissement au Canada au fil des ans. Les avoirs de ces investisseurs étrangers (le passif du Canada) se chiffrent à 638 milliards de dollars comparativement à des actifs canadiens de 296 milliards de dollars. En fait, le passif du Canada est de 2,15 $ pour chaque dollar d'actif.

Bilan des investissements internationaux du Canada



(suite à la page 4)

... La croissance de l'investissement étranger à son plus bas en six ans

Les États-Unis ont été la principale source d'investissement étranger au cours des dernières années. Leur part dans l'investissement net total au Canada a grimpé à 46 % en 1994, comparativement à un creux de 35 % en 1991. Cette tendance diffère grandement de la baisse enregistrée dans les années 80.

Les administrations publiques, surtout provinciales, et leurs entreprises, ont vu la part de leur dette détenue à l'étranger augmenter à près de la moitié de la dette brute internationale du Canada. Cette portion, qui est à son plus haut niveau, s'est accrue continuellement par rapport au ratio de 36 % enregistré à la fin de 1989. Depuis, les non-résidents ont presque doublé leurs avoirs en dette des gouvernements, presque essentiellement grâce à l'achat d'obligations. En 1994, ils ont augmenté fortement leurs avoirs en obligations émises par les provinces et leurs entreprises. Ils ont aussi acheté des bons du Trésor du gouvernement du Canada et ils ont vendu des obligations. À la fin de l'année, ils détenaient 27 % de la dette négociable du gouvernement fédéral, un chiffre en baisse par rapport au record de 29 % de 1993.

Au cours des dernières années, l'investissement direct étranger au Canada a progressé plus lentement que le total du passif international du Canada. En conséquence, l'investissement direct étranger au Canada a chuté à 23 % du total du passif du Canada à la fin de 1994, comparativement à plus de 30 % à la fin de 1988.

Les gestionnaires de régimes de retraite et de fonds communs de placement canadiens ont fortement investi dans les valeurs mobilières étrangères, surtout dans les actions. Cette activité a fait grimper l'investissement de portefeuille à un ratio record de 26 % de l'ensemble des actifs internationaux du Canada.

La majeure partie de l'investissement canadien à l'étranger demeure l'investissement direct effectué par les entreprises canadiennes. En 1994, cet investissement représentait 42 % de l'ensemble des actifs internationaux du Canada. La plus grande partie allait aux États-Unis, même si la part de ce pays a diminué continuellement depuis 1984.

Notons enfin que les réserves internationales du Canada correspondent à 5 % seulement des actifs internationaux du pays, soit moins de la moitié du sommet de 11 % atteint à la fin de 1988.

Pour plus de renseignements, commandez Bilan des investissements internationaux du Canada, 1994 *(numéro 67-202 au catalogue) ou communiquez avec la Division de la balance des paiements au (613) 951-2062.*

Chute des ventes de véhicules automobiles

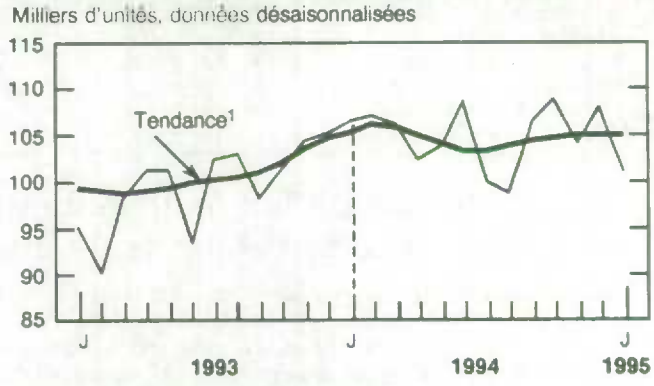
Les ventes de véhicules automobiles neufs ont accusé un net recul en janvier, après avoir connu une forte hausse en décembre. Ce recul était attribuable à la baisse marquée des ventes de voitures particulières. Les ventes de camions ont diminué pour un troisième mois consécutif.

Les concessionnaires ont vendu environ 101 000 (nombre désaisonnalisé) véhicules automobiles neufs, c'est-à-dire 6,5 % de moins qu'en décembre et 5,3 % de moins qu'en janvier 1994. Ils en avaient vendu en moyenne 105 000 par mois l'an dernier.

En janvier, les consommateurs ont acheté 9,8 % de moins de voitures particulières que le mois précédent, effaçant du même coup les gains réalisés lors de la ruée du mois de décembre. Les ventes fluctuent généralement d'un mois à l'autre, mais au cours des six derniers mois, elles ont connu une tendance à la stabilité, après avoir été à la baisse au cours de la première moitié de 1994.

Les ventes de voitures particulières importées ont chuté de 14,8 %, après s'être accrues de 19,6 % en décembre. Un plus grand nombre de modèles habituellement importés sont maintenant fabriqués en Amérique du Nord et les ventes de voitures importées semblent diminuer. Les concessionnaires ont par ailleurs signalé une baisse de 8,3 % des ventes de voitures nord-américaines.

Ventes de véhicules automobiles neufs



[1] La tendance à court terme représente une moyenne mobile des données.

(suite à la page 5)

... Chute des ventes de véhicules automobiles

Les ventes de camions, de minibus et d'autobus ont diminué pour un troisième mois de suite, cette fois de 1,5 %.

Les consommateurs ont payé 10 % de plus qu'en janvier 1994 pour acheter des voitures fabriquées en Amérique du Nord et au Japon. Les types de voitures que les consommateurs achètent cette année et l'inflation pourraient avoir contribué à cette hausse. Selon l'Indice des prix à la consommation, les prix des véhicules automobiles neufs étaient de 6,2 % plus élevés en janvier qu'un an plus tôt. Le prix d'achat moyen des voitures importées fabriquées ailleurs qu'au Japon a chuté de 3 % de janvier 1994 à janvier 1995.

Pour plus de renseignements, commandez Ventes de véhicules automobiles neufs *(numéro 63-007 au catalogue) ou communiquez avec la Division de l'industrie au (613) 951-9824.*

L'offre d'emploi est toujours constante

Le nombre d'annonces d'offre d'emploi publiées dans les journaux n'a pas changé en février. Après avoir culminé à 215 en mars 1989, l'Indice de l'offre d'emploi est tombé à 85 en septembre 1993. Il s'est ensuite redressé de 20 %, pour atteindre 102 en novembre 1994, niveau qu'il occupe depuis.

L'Indice est établi à partir des annonces d'offre d'emploi publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines et traduit l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. Toutefois, comme les emplois ne sont pas tous comblés en les annonçant dans les journaux, l'Indice ne reflète qu'une partie de toutes les embauches.

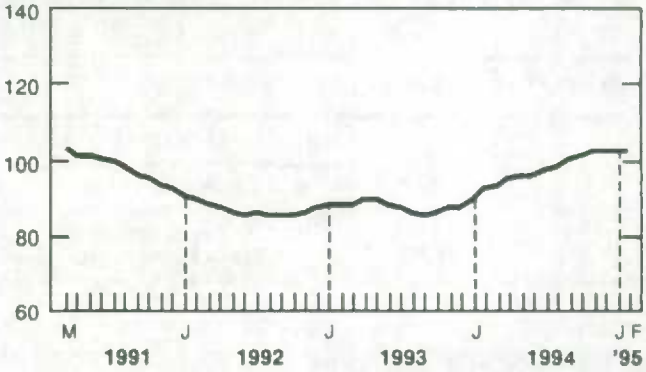
En regard de février 1994, l'Indice a fortement augmenté dans toutes les régions, sauf en Colombie-Britannique, où il a diminué de 8 %. Les augmentations d'une année à l'autre les plus marquées se sont produites en Ontario (24 %) et dans les provinces de l'Atlantique (14 %).

De janvier à février, l'Indice a connu les variations suivantes :

- Provinces de l'Atlantique : aucun changement (103)
- Québec : aucun changement (102)
- Ontario : baisse de 1 % (110)
- Prairies : hausse de 1 % (97)
- Colombie-Britannique : baisse de 1 % (81)

Indice de l'offre d'emploi

(1991 = 100), données désaisonnalisées



Note aux utilisateurs

Tous les indices de l'offre d'emploi ont été désaisonnalisés et lissés.

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Division du travail au (613) 951-4045.

La croissance économique a repris presque partout au Canada en 1993

La majorité des provinces ont vu leur économie prendre de l'expansion en 1993, et c'est l'Alberta qui occupe la première place à ce chapitre. Le Manitoba et les deux territoires n'ont toutefois pas participé à cette reprise.

L'Alberta a devancé toutes les provinces en 1993, alors que son Produit intérieur brut (PIB) réel augmentait de 5,1 %, un chiffre bien au-dessus de la moyenne nationale de 2,2 %. Les sociétés ont enregistré la hausse la plus importante de leurs bénéfices en plus de dix ans. La croissance provenait d'une demande forte et soutenue aux États-Unis, de la stabilité des prix du gaz naturel et des changements favorables apportés à la structure des redevances versées par l'industrie pétrolière. Les exportations avec l'étranger ainsi qu'avec les autres provinces se sont accrues. Le niveau record des récoltes et de la production de bétail ont fait augmenter sensiblement le revenu agricole. Le revenu du travail s'est aussi beaucoup accru tout comme les dépenses de consommation.

Le PIB réel a augmenté de 3,1 % en Colombie-Britannique. La croissance y dépasse la moyenne nationale depuis sept ans. L'augmentation du revenu du travail s'élève à plus du double de la hausse dans cette province qui arrive au second rang pour ce qui est de la croissance économique. La Colombie-Britannique a connu la hausse la plus forte des dépenses de consommation au pays. Les sociétés ont enregistré la plus importante hausse des bénéfices depuis 1987.

(suite à la page 6)

... La croissance économique a repris presque partout au Canada en 1993

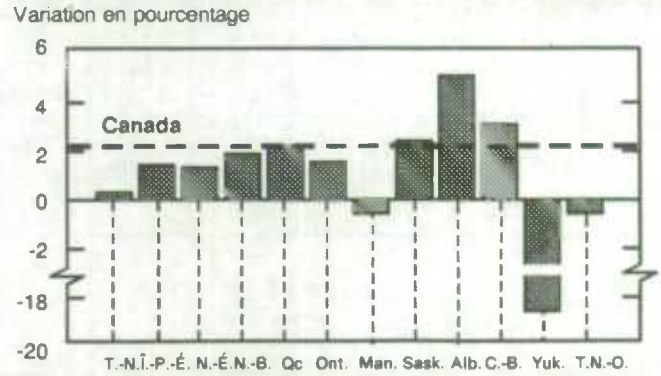
L'expansion de l'économie se chiffre à 2,2 % au Québec en 1993, en progression sensible par rapport à l'an dernier. La croissance résulte de la hausse des exportations, la deuxième en importance en plus de dix ans, et d'une augmentation des dépenses de consommation. Les bénéfices des sociétés s'accroissent pour la première fois depuis 1988, mais la tendance au repli se poursuit pour ce qui est de l'investissement des entreprises.

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 1,6 % sans toutefois atteindre son niveau d'avant la récession. Après quatre années de baisse, les bénéfices des sociétés ont grimpé, essentiellement grâce à la reprise de l'activité manufacturière et de l'exportation. L'investissement en capital fixe, surtout dans la construction, diminue pour une quatrième année. C'est en Ontario que les mises en chantier de logements ont subi le recul le plus marqué au pays. Les dépenses en biens durables ont augmenté, ce qui se traduit par une plus grande confiance des consommateurs.

Produit intérieur brut par province

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
	aux prix de 1986					
	variation en % par rapport à l'année précédente					
Canada	**5,0**	**2,4**	**-0,2**	**-1,8**	**0,6**	**2,2**
Terre-Neuve	6,8	3,6	-1,5	-2,5	-1,5	0,3
Île-du-Prince-Édouard	2,4	2,5	1,6	0,7	1,4	1,4
Nouvelle-Écosse	1,4	3,3	1,5	-1,6	2,0	1,3
Nouveau-Brunswick	1,8	2,2	-1,3	0,1	3,1	1,9
Québec	4,4	1,2	0,1	-2,0	0,4	2,2
Ontario	5,4	3,2	-1,9	-3,1	0,4	1,6
Manitoba	-0,8	1,9	1,2	-2,9	1,7	-0,6
Saskatchewan	-3,5	1,6	6,9	0,9	-4,4	2,4
Alberta	8,8	0,6	1,9	-0,2	1,1	5,1
Colombie-Britannique	5,9	3,9	1,3	0,6	2,1	3,1
Yukon	15,8	1,5	2,8	-7,5	7,0	-18,6
Territoires du Nord-Ouest	29,3	6,2	-2,8	-3,4	-3,9	-0,6

Croissance du PIB réel en 1993

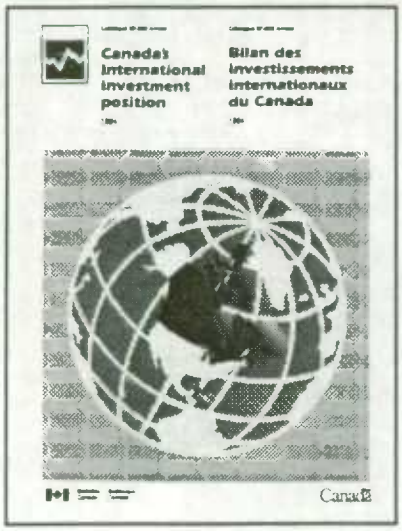


La production agricole a chuté au Manitoba en 1993, entraînant une baisse de 0,6 % du PIB réel. Les fortes pluies et les inondations de l'été ont détruit un grand nombre de cultures et provoqué une baisse du revenu agricole. Ce déclin, conjugué à la faible hausse du revenu du travail, se traduit par la faiblesse des dépenses de consommation. En dépit de la stagnation des bénéfices des sociétés, l'investissement en capital fixe a augmenté pour la première fois en quatre ans, par suite de la construction d'installations hydro-électriques additionnelles.

Dans les autres provinces, la progression du PIB allait de 0,3 % à Terre-Neuve à 2,4 % en Saskatchewan. La production a chuté de 0,6 % dans les Territoires du Nord-Ouest et de 18,6 % au Yukon.

Pour plus de renseignements, commandez Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles, *(numéro 13-213 au catalogue) ou communiquez avec la Division des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 951-3640.*

NOUVEAUTÉS DE STATISTIQUE CANADA



Bilan des investissements internationaux du Canada

L'investissement international, tant au Canada qu'à l'étranger, est une composante clé de l'économie canadienne. Les statistiques sur l'investissement international fournissent un profil des investissements canadiens à l'étranger par région, branche d'activité et type, les tendances des investissements étrangers par industrie et certains groupes de pays, des séries sur les placements de portefeuille par instrument, soit les actions, les obligations et les effets du marché monétaire, des données sur l'appartenance et le contrôle du capital et sur les revenus de placement. Pour obtenir les données chronologiques, vous puvez aussi consulter le *Bilan des investissements internationaux du Canada, données historiques, 1926 à 1992* (numéro 67-202 au catalogue, 50 $).

Bilan des investissements internationaux du Canada, 1994 *(y compris les données annuelles de 1984 à 1994) (numéro 67-202 au catalogue, 50 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.*

Indicateurs des services

Le numéro du quatrième trimestre de la publication *Indicateurs des services* contient un article sur les alliances de R-D, qui sont étudiées sous l'angle de nouvelles stratégies concurrentielles pour les entreprises. L'article fait état des alliances de R-D, de leurs caractéristiques et du rôle plus important joué par le secteur des services.

On trouve également dans ce numéro une revue des mouvements enregistrés au quatrième trimestre dans le secteur des services. L'emploi, le PIB, les dépenses des consommateurs, les prix, les importations et les exportations augmentent tous dans ce secteur. Le déficit commercial des services s'aggrave pour la première fois en plus d'un an. La balance commerciale des services aux entreprises s'améliore toutefois. L'Indice des prix à la consommation pour les services affiche sa plus faible progression annuelle depuis sa première année d'existence, soit depuis 1961.

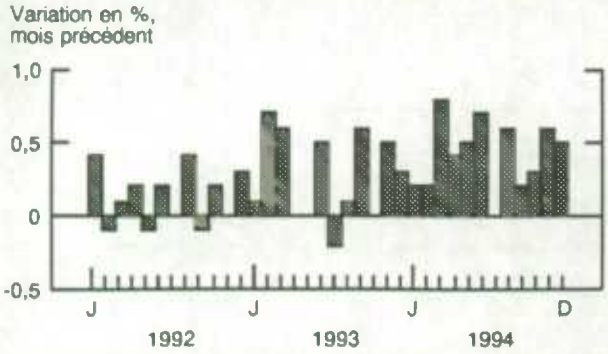
Le numéro du quatrième trimestre de 1994 de la publication Indicateurs des services *(numéro 63-016 au catalogue, 28 $/112 $) paraîtra sous peu. Pour plus de renseignements, communiquez avec George Sciadas au (613) 951-3177, Division des services, des sciences et de la technologie.*

PUBLICATIONS PARUES DU 10 AU 16 MARS 1995

Division/Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro/Abonnement		
			Canada ($ CAN)	États-Unis	Autres pays
				$ US	
BALANCE DES PAIEMENTS					
Bilan des investissements internationaux du Canada	1994	67-202	50	60	70
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE					
L'aide juridique au Canada: ressources et nombres de cas	1993-1994	85F0015XPB	32	39	45
ENQUÊTES DES MÉNAGES					
Information population active	février 1994	71-001P	10/100	12/120	14/140
ENTRÉES – SORTIES					
La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne	1991	15-201	66	80	93
INDUSTRIE					
Commerce de gros	décembre 1994	63-008	16/160	20/192	23/224
Conserves de carottes conditionnées	1994	32-239	14	17	20
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	janvier 1995	41-006	6/60	8/72	9/84
Guide statistique de l'énergie	mars 1995	57-601	330	400	460
Huiles et corps gras	janvier 1995	32-006	6/60	8/72	9/84
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	janvier 1995	46-002	6/60	8/72	9/84
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	janvier 1995	41-011	6/60	8/72	9/84
Production et expéditions de bouteilles de plastique formées par soufflage	4e trim. de 1994	47-006	8/32	10/39	12/45
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	janvier 1995	25-001	7/70	9/84	10/98
Ventes à l'usine de batteries d'accumulateurs électriques	janvier 1995	43-005	6/60	8/72	9/84
MESURE ET ANALYSE DES INDUSTRIES					
L'horizon industriel: industries manufacturières	mars 1995	15F0017XFP	5/50	6/60	7/70
PRIX					
Indices des prix de l'industrie	janvier 1995	62-011	20/200	24/240	28/280
TRANSPORTS					
Chargements ferroviaires	janvier 1995	52-001	10/100	12/120	14/140
Le camionnage au Canada	1992	53-222	50	60	70
Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens	janvier-mars 1994	51-005	33/130	19/156	46/182

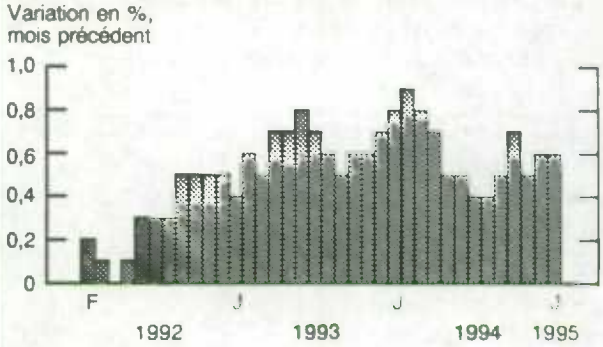
LES TENDANCES ACTUELLES

Produit intérieur brut



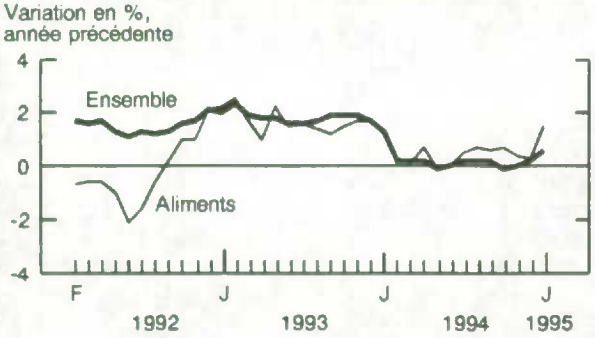
Le Produit intérieur brut réel au coût des facteurs s'est accru de 0,5 % en décembre.

Indice composite



En janvier, l'indice composite s'est accru à nouveau de 0,6 %.

Indice des prix à la consommation

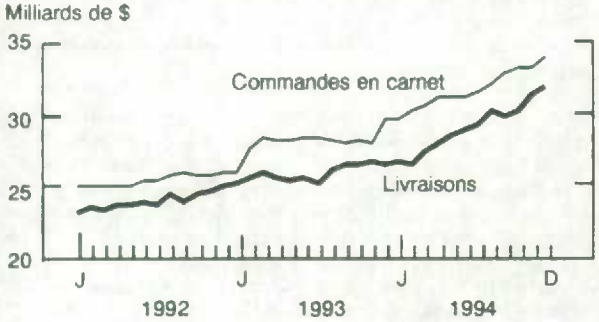


Le prix du panier de biens et services a augmenté de 0,6 % en janvier en regard de l'année précédente. Les prix des aliments ont connu une hausse de 1,5 %.

Taux de chômage

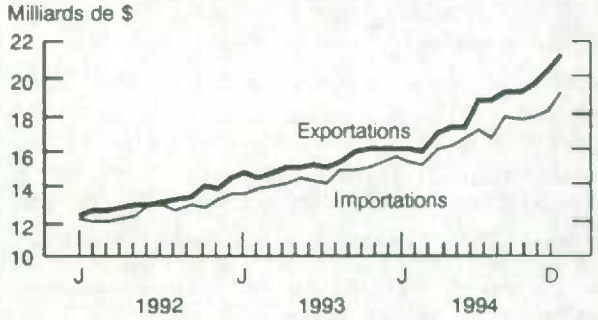
Le taux de chômage a diminué de 0,1 point pour s'établir à 9,6 % en février.

Fabrication



La valeur des livraisons des fabricants a augmenté de 1,6 % en décembre, pour se fixer à 32,0 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 2,4 % pour s'établir à 34,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En décembre, la valeur des exportations de marchandises a augmenté de 912 millions de dollars pour atteindre 21 milliards de dollars. Les importations se sont accrues de 1,1 milliard pour s'établir à 19,1 milliards de dollars.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.*

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010185664

DERNIERES STATISTIQUES MENSUELLES

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation annuelle
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de $ de 1986)	décembre	545,2	0,5 %	5,1 %
Indice composite (1981 = 100)	janvier	172,7	0,6 %	7,4 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de $)	3e trim.	20,2	11,4 %	48,5 %
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de $)	décembre	17,7	0,7 %	7,3 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier*	101,0	-6,5 %	-5,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février*	13,5	-0,1 %	2,5 %
Taux de chômage (%)	février*	9,6	-0,1 †	-1,4 †
Taux d'activité (%)	février*	65,1	-0,2 †	-0,3 †
Revenu du travail (milliards de $)	décembre	34,8	0,7 %	4,2 %
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	décembre	572,69	0,3 %	2,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de $)	décembre	21,2	4,5 %	32,5 %
Importations de marchandises (milliards de $)	décembre	19,1	5,9 %	23,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de $)	décembre	2,1	-0,2	1,5
FABRICANTS				
Livraisons (milliards de $)	décembre	32,0	1,6 %	20,5 %
Nouvelles commandes (milliards de $)	décembre	32,8	4,4 %	16,2 %
Commandes en carnet (milliards de $)	décembre	34,0	2,4 %	14,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,25	0,01	-0,12
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4e trim.	84,8	0,9 †	4,6 †
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	janvier	132,1	0,4%	0,6 %
Indice des prix des produits industriels (1986=100)	janvier	125,7	1,7 %	9,4 %
Indice des prix des matières brutes (1986=100)	janvier	130,6	4,1 %	18,5 %
Indice des prix des logements neufs (1986=100)	janvier*	135,8	0,0 %	-0,3 %

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*
† *Points de pourcentage.*

I•N•F•O•M•A•T

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications Statistique Canada. Immeuble R.H. Coats, 10e étage, Ottawa (Ont.), K1A 0T6.

Rédactrice : Chantal Prévost (613) 951-1189
Chef de la Diffusion officielle : Jacques Lefebvre (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 3 $ l'exemplaire, 130 $ par année; États-Unis : 4 $ US l'exemplaire, 156 $ US par année; Autres pays : 4 $ US l'exemplaire, 182 $ US par année. Aux clients canadiens: veuillez ajouter 7% de TPS.

Abonnements : envoyer un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commander par téléphone. Au Canada et aux États-Unis composer 1-800-267-6677. Dans tout autre pays, composer 613-951-7277.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1994. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.